Communiqué de presse

La France a besoin de marchés de capitaux plus profonds pour répondre à l'accroissement de ses besoins en investissements

Un nouveau rapport de l'AFME atteste de la croissance des marchés de capitaux français tout en soulignant la nécessité de mobiliser davantage l'épargne pour financer l'économie.

9 novembre 2026

- **Les financements de marché des entreprises non financières françaises ont progressé de 18 % sur un an au premier semestre 2026, principalement portés par les émissions obligataires de catégorie investissement *(investment grade*).**
- **La France demeure une place majeure pour les marchés de capitaux en Europe : elle se classe sixième de l'UE en matière de compétitivité et enregistre le plus important volume nominal d'émissions d'obligations ESG à l'échelle communautaire**.
- **Une participation accrue des ménages reste toutefois essentielle : la France ne se classe que neuvième pour la part de l'épargne des ménages investie sur les marchés de capitaux, tandis que la titrisation et les cessions de portefeuilles de crédits demeurent inférieures à la moyenne de l'UE.**

L'Association for Financial Markets in Europe (AFME), en collaboration avec onze organisations européennes et internationales, publie aujourd'hui la neuvième édition de son rapport annuel ***Capital Markets Union: Key Performance Indicators*** (« Union des marchés de capitaux : indicateurs clés de performance »), qui évalue les progrès de l'UE dans le développement de marchés de capitaux plus profonds, plus intégrés et plus compétitifs.

Dans un contexte d'incertitude politique et budgétaire en France, et alors que les marchés portent une attention accrue à la trajectoire des finances publiques du pays, le rapport met en évidence le rôle essentiel de marchés de capitaux profonds et diversifiés pour soutenir l'investissement, la croissance et la résilience économique. Cela alors que les besoins de financement augmentent rapidement dans l'industrie de la défense, les technologies numériques, l'intelligence artificielle et la transition énergétique.

Adam Farkas, directeur général de l'AFME, a déclaré : *« La France ne pourra pas répondre à l'augmentation de ses besoins d'investissement sans un renforcement et une meilleure intégration de ses marchés de capitaux. Les conclusions de notre dernier rapport montrent que la France dispose d'atouts considérables, en particulier en matière de financement de marché des entreprises et de finance durable.*

Ces atouts doivent toutefois se traduire désormais par un éventail plus large de solutions de financement pour les entreprises et par davantage d'opportunités pour les ménages de participer à l'investissement productif. Tandis que des entreprises comme Mistral AI se tournent vers des capitaux extérieurs à l'UE, il est clair que l'Europe doit faire davantage pour mobiliser son important réservoir d'épargne et mettre ces capitaux au service de l'économie. À titre d'illustration, les ménages européens détiennent en moyenne 48 000 euros d'épargne investie sur les marchés, soit un montant qui stagne depuis 10 ans et qui est inférieur

Association for Financial Markets in Europe
Bureau de Londres : Level 10, 20 Churchill Place, London E14 5HJ, Royaume-Uni Tél. : +44 (0)20 3828 2700
Bureau de Bruxelles : Rue de la Loi 82, 1040 Bruxelles, Belgique Tél. : +32 (0)2 883 5540
Bureau de Francfort : c/o SPACES – Regus, First Floor Reception, Große Gallusstraße 16-18, 60312 Frankfurt am Main, Allemagne Tél. : +49 (0)69 710 456 660
www.afme.eu

à ceux observés aux États-Unis, au Royaume-Uni et en Australie. Cet aspect sera déterminant pour financer à grande échelle la croissance et les besoins stratégiques de l'Europe, ainsi que pour rivaliser avec les autres grandes puissances économiques à l'échelle mondiale. »

Les indicateurs 2026 témoignent d'une dynamique globalement positive. En France, les entreprises ont accru de 18 % leurs financements de marché au premier semestre 2026 (en rythme annualisé), tandis que 25 % du financement des entreprises non financières provenait des marchés obligataires et actions, contre 13,7 % en moyenne dans l'UE. La France se classe également sixième de l'UE pour la compétitivité de son écosystème de marchés de capitaux. Cet élan s'inscrit dans un contexte européen globalement favorable. Les introductions en Bourse atteignent cette année leur plus haut niveau depuis 2022, en hausse de 35 % en rythme annualisé, portées notamment par la grande opération transfrontalière de CSG sur Euronext. Elles restent toutefois inférieures aux niveaux d'il y a 10 ans. Principal point d'attention : la titrisation a ralenti au cours du semestre écoulé. Les émissions ont reculé de 11 % par rapport à 2025, à seulement 90,5 milliards d'euros, alors que ce mécanisme est un levier essentiel pour libérer de nouvelles capacités de prêt.

Principaux enseignements pour la France :

- **Les émissions obligataires françaises en passe d'atteindre un record :** les émissions obligataires de catégorie investissement des entreprises non financières françaises ont atteint 53,2 milliards d'euros au premier semestre 2026, en hausse de 18 % sur un an. Sur cette base, 2026 est en passe d'établir un record en France depuis 2000.

- **La levée de fonds de Mistral AI met en évidence le besoin de réservoirs de capitaux européens plus profonds :** les levées de capitaux européennes dans la défense et l'IA illustrent le rôle croissant des marchés. Mistral AI a levé 3 milliards d'euros lors d'un tour de table de série D, la plus importante levée de capital-risque jamais réalisée par une entreprise technologique non cotée dans l'UE, mais auprès d'un investisseur extérieur au marché communautaire.

  La détention d'ETF par les particuliers français multipliée par cinq : l'encours moyen détenu en instruments des marchés s'élève à environ 48 500 euros par adulte en France. La participation progresse néanmoins rapidement : le nombre d'investisseurs particuliers ayant effectué au moins un achat d'ETF est passé de 500 000 en 2022 à 2,5 millions en 2025.

- **Le retard en matière de titrisation des centres de données révèle un potentiel européen inexploité :** depuis 2018, les titrisations adossées à des centres de données ont atteint 63,6 milliards de dollars aux États-Unis, dont 27 milliards en 2025, contre seulement 0,8 milliard d'euros dans l'UE. En France, les prêts transférés vers des instruments des marchés de capitaux ne représentaient que 0,4 % de l'encours de crédits au premier semestre 2026, contre une moyenne européenne de 1,4 %.

- **La France enregistre les plus importantes émissions d'obligations ESG de l'UE :** les émetteurs français ont levé 73,3 milliards d'euros en obligations ESG au premier semestre 2026, soit le volume nominal le plus élevé de l'UE. Les émissions ont progressé de 54 % sur un an.

- **La France, premier marché de l'UE pour la distribution des fonds ELTIF :** avec 172 fonds commercialisés localement au premier semestre 2026, soit 52 de plus qu'en 2025, la France

demeure le premier marché de l'UE pour la distribution de ces fonds européens d'investissement à long terme.

Le rapport souligne la nécessité pour la France et l'Europe de capitaliser sur ces atouts en incitant davantage les épargnants à investir dans l'économie, en renforçant le continuum de financement, du capital-risque et du capital-développement jusqu'aux marchés actions cotés et obligataires, et en développant la titrisation afin de mieux articuler le crédit bancaire et le financement de marché. Ces priorités seront déterminantes pour financer l'innovation et soutenir les investissements stratégiques dans une phase décisive pour sécuriser la compétitivité et l'autonomie économique de l'Europe. Et pour cause : sur le premier semestre 2026, les entreprises européennes ont levé 290 milliards d'euros dans l'UE, contre l'équivalent de 1 000 milliards d'euros (en actions cotées et en dette) pour les entreprises américaines sur leur marché domestique. La marge de progression est là.

– Fin –

Contact presse

AFME
Rebecca Hansford
Responsable de la communication et du marketing
rebecca.hansford@afme.eu

+44 (0)20 3828 2693

BACKBONE (France)
Laure Le Boulc'h
laure.leboulch@backbone.consulting
+33 6 08 21 74 58

Notes aux rédactions :

1. L'Association for Financial Markets in Europe (AFME) est la voix des principales banques actives sur les marchés financiers européens et apporte son expertise sur un large éventail de questions réglementaires et relatives aux marchés de capitaux. Nous représentons plus de 150 grandes banques mondiales et européennes ainsi que d'autres acteurs de marché importants. Nos membres jouent un rôle essentiel dans l'écosystème financier européen : ils assurent la prise ferme d'environ 90 % des émissions de dette d'entreprise et de dette souveraine européennes, et de 85 % des émissions d'actions cotées européennes. Les membres de l'AFME sont également teneurs de marché et fournissent la liquidité indispensable au bon fonctionnement des marchés financiers. Nous représentons aussi des cabinets d'avocats et d'autres membres associés qui conseillent les acteurs de marché et soutiennent les initiatives juridiques et réglementaires de l'AFME. Pour plus d'informations, rendez-vous sur le site de l'AFME : www.afme.eu
2. Suivez-nous sur X (anciennement Twitter) : @AFME_EU